

Appel à contributions : numéro 9

LES SAVOIRS PROTECTEURS : TERRAINS, EXPERIENCES ET PRATIQUES DANS LA LUTTE CONTRE LES VBG EN AFRIQUE

Le numéro 9 de Global Africa se veut une contribution scientifique originale sur la problématique des violences basées sur le genre (VBG) en Afrique, à partir d'une perspective pluridisciplinaire et transversale. Il entend :

- ✓ Enrichir le débat scientifique et social sur les VBG, en apportant des données nouvelles et pertinentes sur la réalité, les causes, les conséquences et les solutions pour lutter contre les VBG en Afrique.
- ✓ Valoriser des connaissances issues d'expériences et de pratiques des acteurs locaux de la lutte contre les VBG.
- ✓ Mettre en évidence des solutions fondées sur des preuves et discuter les bénéfices, les défis et les perspectives scientifiques comme pratiques.
- ✓ Penser les « savoirs protecteurs » notamment en matière de lutte contre les VBG.

1. Argumentaire

Les VBG sont constitutives d'un phénomène social complexe et multiforme, qui touche une population importante et diversifiée de femmes et de filles en Afrique. Ces violences, qui vont des mariages d'enfants aux mutilations génitales féminines, en passant par les viols, les violences conjugales ou les violences économiques, entre autres, portent atteinte aux droits humains et à la dignité des victimes/survivantes. Elles ont également des conséquences néfastes sur la santé, l'éducation, la sécurité et le développement des individus et des communautés.

En dépit d'efforts notables déployés par les gouvernements, les organisations internationales, les associations locales et les communautés (conséquence pour une large part de leur alignement aux ODD en particulier l'ODD 5.2 et ses différentes cibles), les VBG persistent et entravent le développement humain et social. Face à ce défi, il est important d'identifier, de valoriser et de diffuser les expériences, les pratiques, les avancées et les savoirs (les savoirfaire comme les savoir-être) qui résultent des initiatives concrètes et fructueuses d'acteurs et d'actrices engagé·e·s au quotidien dans la lutte contre les VBG.

Dans la plupart des contextes locaux en Afrique, ces expériences, pratiques et savoirs produisent des impacts remarquables et des avancées non négligeables en ce qui concerne la prise en charge des victimes/survivantes de VBG ainsi que dans l'amélioration des services de santé sexuelle et reproductive dont elles peuvent avoir besoin. C'est l'ensemble de ces dispositifs que nous appelons *savoirs protecteurs*. Ils constituent ainsi des sources et des



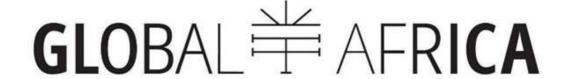
ressources d'innovation et d'action pouvant sensiblement contribuer à renforcer la prévention des violences, la prise en charge des victimes/survivantes et leur accompagnement vers le rétablissement et la résilience. Ancrées dans différents domaines de la vie en société (social, juridique, culturel, médical, psychosocial, éducatif, économique, politique, religieux, etc.), ces initiatives sont portées par des acteurs diversifiés parmi lesquels les travailleurs communautaires, les leaders religieux, les autorités coutumières, les ONGs, les chercheurs, les universitaires, les activistes, etc.

Comment documenter et nommer ces initiatives opérantes dans la lutte contre les VBG sur les terrains africains ? Quelle place donner à ces savoirs protecteurs dans l'académie, dans les politiques publiques ainsi que dans les programmes de lutte contre les VBG sur les terrains ? Comment par exemple opérationnaliser leur intégration dans les syllabi et les politiques publiques ? Comment mettre à profit, dans cette perspective, les expériences des expert·e·s et des praticien·ne·s à la base ? Quels sont les défis épistémologiques, opérationnels, symboliques, philosophiques, anthropologiques, etc., que pose la théorisation, la généralisation et l'institutionnalisation des expériences, pratiques et savoirs opérant-s ? Telles sont, entre autres, les questions centrales qui traversent ce numéro spécial de la revue.

Cette problématique s'inscrit dans un contexte où les VBG constituent un enjeu sociétal majeur en Afrique où les contextes sociaux sont majoritairement structurés par des normes patriarcales de reproduction de la domination, alliées à des pressions socio-économiques généralement intenses et à des logiques de vulnérabilisation multiformes. C'est peut-être ce qui explique que malgré l'existence de cadres juridiques, d'institutions et de dispositifs de protection contre ces violences, leur prévalence reste élevée un peu partout sur le continent. L'afflux de ressources et d'intervenants n'a pas semblé avoir des effets significatifs sur cet état de fait. S'y ajoute une certaine ignorance et un défaut de compréhension d'ensemble des tenants et des aboutissants du phénomène ; lesquels favorisent largement la persistance des VBG. Peu de catégories sociales sont épargnées : méconnaissance des droits humains, surtout ceux des femmes et des filles ; ignorance des lois et protections existantes ; normes culturelles et sociales qui «légitiment » la violence ; et sous-estimation des conséquences graves des VBG. Cette lacune dans la connaissance et la compréhension entrave les efforts de prévention et d'élimination des VBG, soulignant le besoin urgent d'éducation et de sensibilisation.

Qui plus est, la lutte contre ces violences est souvent caractérisée par un cloisonnement des approches, ce qui limite le partage des connaissances et des expériences entre les différents acteurs impliqués. D'un côté, il existe un travail de terrain réalisé par différents acteurs, mais les leçons apprises ne sont pas suffisamment partagées. D'un autre côté, de nombreux efforts scientifiques et institutionnels sur les VBG en Afrique ne parviennent pas toujours à informer les initiatives de terrain. Il est donc nécessaire d'établir un lien entre le travail de terrain et les savoirs académiques et institutionnels afin de faciliter la conservation et la diffusion des connaissances sur les VBG.

Cette réflexion se fonde sur l'hypothèse que ces savoirs protecteurs sont des sources d'innovation et de changement social qui peuvent contribuer à renforcer la prévention, la



prise en charge des VBG, de même que la résilience des victimes et survivantes. Elle se propose donc d'analyser ces savoirs protecteurs selon différents axes : la prévention, la prise en charge, la résilience et la production/diffusion des connaissances. Elle se propose également d'évaluer ces savoirs protecteurs selon plusieurs critères : leur pertinence, leur efficacité, leur durabilité, leur transférabilité, leur appropriation, etc.

Au total cette somme collaborative est donc une opportunité précieuse de mettre en lumière « ce qui marche » et « ce qui ne marche pas ou plus » dans la lutte contre les VBG en Afrique. Il s'agit d'analyser en profondeur les causes sous-jacentes et les lacunes des interventions actuelles, pour stimuler une réappropriation critique et renforcer l'impact des actions menées. Il s'agit également de valoriser les savoirs protecteurs comme des leviers de transformation sociale, capables de remettre en cause les rapports de pouvoir inégaux entre les genres et de promouvoir une société plus juste et plus inclusive.

2. Thématiques

Les contributeur·trice·s sont invité·e·s à soumettre des propositions originales nourries par de solides expériences de terrain, pouvant notamment couvrir les thématiques et les questionnements identifiés ci-dessous, sans s'y limiter nécessairement :

Potentialités et faiblesses du cadre juridique

Cette thématique vise à analyser le cadre juridique existant en matière de lutte contre les VBG. Il s'agit d'identifier les avancées, les lacunes et les contradictions des lois, des conventions et des protocoles relatifs aux VBG. Il s'agit également d'évaluer le degré de mise en œuvre, de respect et de contrôle de ces normes juridiques. Quels sont les obstacles et les opportunités pour renforcer l'effectivité et l'application du droit dans la lutte contre les VBG ? Quels sont les acteurs impliqués dans l'élaboration, la diffusion et l'application du droit ? Quelles sont les interactions entre le droit formel et le droit coutumier dans la régulation des VBG ?

• Dispositifs de prise en charge diversifiés et intégrés

Cette thématique explore la variété et l'intégration des dispositifs de prise en charge des VBG en Afrique. Elle vise à évaluer l'efficacité des numéros d'appels d'urgence, des centres d'accueil, des services de conseil, des programmes de soutien psychosocial, ainsi que des mécanismes de référencement entre les institutions. L'objectif est d'analyser les conditions de fonctionnement de ces dispositifs, leurs interactions, ainsi que les défis qu'ils rencontrent, qu'ils soient techniques, logistiques, organisationnels ou humains. Il s'agit également de comprendre les besoins et les attentes des usagers et usagères de ces services, en mettant l'accent sur l'accessibilité, la réactivité et la personnalisation de la prise en charge. Les bonnes pratiques seront mises en lumière pour identifier les pistes d'amélioration susceptibles d'optimiser l'efficacité de ces dispositifs, en favorisant une approche holistique et coordonnée de la lutte contre les VBG. Ce thème encourage une réflexion sur la manière dont



ces dispositifs peuvent agir de concert pour offrir une réponse complète et adaptée aux besoins des survivants et survivantes.

• Les bonnes pratiques : enjeux et défis de la réplicabilité des innovations (sociales)

Cette thématique vise à explorer la possibilité et la pertinence de transférer ou d'adapter les bonnes pratiques identifiées dans un contexte donné à un autre contexte. Il s'agit de comprendre les facteurs qui facilitent ou entravent le transfert ou l'adaptation des savoirs protecteurs entre différents pays, régions ou communautés. Il s'agit également de discuter des avantages et des inconvénients de cette démarche. Quels sont les critères qui définissent une « bonne pratique » ? Quelles sont les conditions nécessaires pour assurer la qualité, la cohérence et la durabilité du transfert ou de l'adaptation ? Quels sont les risques ou les opportunités liés à cette démarche ?

• Concurrence ou complémentarité des ONGs intervenantes

Cette thématique vise à analyser le rôle, la place et la relation des organisations non gouvernementales (ONGs) intervenant dans la lutte contre les VBG en Afrique. Il s'agit d'examiner le mode de fonctionnement, le champ d'action, le financement, la légitimité et l'impact des ONGs locales, nationales ou internationales impliquées dans ce domaine. Il s'agit également d'évaluer le degré de collaboration, de coordination ou de concurrence entre ces ONGs, ainsi qu'avec les autres acteurs (gouvernementaux, institutionnels, communautaires, etc.). Quels sont les atouts et les limites des ONGs dans la lutte contre les VBG ? Quelles sont les modalités et les bénéfices d'une coopération renforcée entre les ONGs et les autres acteurs ?

La temporalité des projets

Cette thématique vise à interroger l'impact de la durée des projets menés dans la lutte contre les VBG en Afrique. Il s'agit d'explorer les avantages et les inconvénients des projets de courte, moyenne ou longue durée. Il s'agit également de réfléchir aux critères qui déterminent la durée optimale d'un projet en fonction de ses objectifs, de ses activités, de ses ressources et de son contexte. Quels sont les effets de la durée des projets sur la qualité, la pertinence, l'efficacité et la pérennité des interventions et dispositifs mis en place ? Quelles sont les bonnes pratiques pour adapter la durée des projets aux besoins et aux réalités du terrain ?

Consolidation et réversibilité des acquis

Cette thématique vise à étudier le risque de réversibilité des acquis obtenus dans la lutte contre les VBG en Afrique. Il s'agit d'identifier les facteurs qui peuvent compromettre ou remettre en cause les progrès réalisés dans ce domaine. Il s'agit également de proposer des solutions pour prévenir ou limiter ce risque. Quels sont les éléments qui peuvent fragiliser ou menacer les acquis obtenus dans la lutte contre les VBG ? Quelles sont les stratégies pour consolider et pérenniser ces acquis ? Quelles sont les leçons apprises des expériences passées ou actuelles ?



Appropriation communautaire et changement social durable

Ce thème invite les contributeurs à explorer comment l'appropriation des savoirs protecteurs par les communautés peut catalyser un changement social et comportemental durable dans la lutte contre les VBG. Les auteurs sont encouragés à analyser les processus, les modalités et les mécanismes qui facilitent ou entravent cette appropriation, ainsi que les facteurs qui influencent les attitudes et les comportements relatifs aux VBG. Les questions clés à aborder incluent : Quels sont les éléments qui permettent ou limitent l'adoption des savoirs protecteurs par les communautés ? Comment ces savoirs peuvent-ils être intégrés dans les pratiques quotidiennes pour induire un changement positif ? Quels sont les obstacles et les leviers du changement social et comportemental face aux VBG ? Les contributeurs devraient proposer des approches et des méthodes innovantes pour repérer et saisir des transformations sociales à l'œuvre, leur ampleur et leur pérennité, en mettant l'accent sur l'importance de l'éducation, de la sensibilisation et de l'engagement communautaire. L'objectif est de fournir des perspectives pratiques et théoriques pour surmonter les défis et maximiser l'impact des interventions contre les VBG.

• Les centres d'hébergement holistiques

Cette thématique vise à analyser la contribution des centres d'hébergement holistiques dans la lutte contre les VBG en Afrique. Il s'agit d'examiner les expériences, les bonnes pratiques, les défis et les perspectives de ces structures qui offrent une prise en charge intégrée et personnalisée aux victimes de VBG. Il s'agit également de discuter des modalités de collaboration et de coordination entre les centres d'hébergement holistiques et les autres acteurs impliqués dans la lutte contre les VBG (autorités, services sociaux, organisations de la société civile, etc.). Quels sont les avantages et les limites des centres d'hébergement holistiques dans la prise en charge des victimes de VBG ? Quels sont les critères de qualité et d'efficacité de ces structures ? Quelles sont les conditions de pérennisation et de duplication de ces structures ?

3. Modalités et calendrier de soumission

Les propositions doivent scrupuleusement se conformer aux instructions aux auteurs de Global Africa disponibles ici : https://www.globalafricasciences.org/fr/submission

Le calendrier indicatif du processus éditorial est le suivant :

- Lancement de l'appel et réception des articles complets : 21 août 21 octobre 2024
- Notification d'acceptation : 28 octobre 2024
- Publication du numéro : 20 mars 2025

Pour toute question ou information complémentaire, bien vouloir nous écrire à : redaction@globalafricasciences.org